

# L'économie solidaire, ça s'apprend à la fac

En plein mois de l'économie sociale et solidaire, la première faculté dédiée a été créée à Bourg-la-Reine pour former les futurs dirigeants du secteur. Elle sera inaugurée vendredi.

**C'**est une première en France : la FLEPES, Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire, sera inaugurée vendredi à Bourg-la-Reine. Son but : former des dirigeants dans un secteur en plein essor.

Les premiers étudiants ont déjà fait leur rentrée, installés dans les locaux d'Initiatives, à l'origine de cette innovation. L'association est déjà spécialisée depuis plus de vingt ans dans la formation aux métiers d'aide à la personne, travailleurs sociaux et cadres d'établissements. Avec la création de cette faculté — structure privée qui a été reconnue par l'académie de Versailles en décembre — et un diplôme d'expert en économie solidaire et gouvernance sociale (EESGS) de niveau Master 2 (bac + 5), elle entend suivre un domaine en profonde mutation. « Nous formons de bons gestionnaires, mais on manque de stratégies capables d'innover », souligne la doyenne de la FLEPES, la philo-



« Nous voulons être le Sciences-Po de l'économie solidaire »

Isabelle Ullern, doyenne de la faculté

sophe Isabelle Ullern, pour qui la création de nouvelles activités en économie solidaire peut être un moyen de pallier la baisse des financements dans le secteur médico-social.

La plupart des étudiants — début 2014, une centaine aura déjà été formée — viennent du monde professionnel avec un projet sous le bras (voir témoignage ci-dessous). Au menu de cette forma-



Bourg-la-Reine, le 9 novembre. L'association Initiatives, qui est à l'origine du projet, accueille la faculté dont la doyenne est Isabelle Ullern (à gauche). (LP/P.A.)

tion, des cours pratiques doivent les aider à développer leur projet, mais les étudiants suivront également des cours de philosophie politique : « Au-delà de leur projet, nous voulons leur donner les

moyens d'engager une vraie réflexion, explique Isabelle Ullern. Nous voulons être le Sciences-Po de l'économie solidaire. »

PASCALE AUTRAN



## « Je veux créer des emplois pour les personnes handicapées »

**TÉMOIGNAGE** Eric Blanchard, étudiant à la FLEPES, va monter une entreprise

« **C'**est passionnant. Des chefs d'entreprises, des dirigeants de fondations, des experts du médico-social viennent nous apporter leur expérience. On leur pose mille questions ! » Eric Blanchard termine sa formation au sein de la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (FLEPES). Une fois son diplôme en poche, ce chef de service de 49 ans, employé dans un Etablissement et service d'aide par le travail (Esat), ex-CAT, va enfin lancer le projet qu'il prépa-

re depuis deux ans : créer une entreprise adaptée, un réseau de boutiques de reprographie employant des personnes handicapées. L'idée est née du constat, alors qu'il était chargé de réinsertion à l'Esat, de la difficulté pour beaucoup de rejoindre le monde du travail dit « ordinaire ».

« Pour les personnes en situation de handicap, notamment psychique, c'est très difficile : les entreprises ont peur de les embaucher, il y a d'énormes préjugés, regrette le travailleur social. Alors je me suis dit : plutôt que

de passer son temps à leur chercher des emplois en vain, pourquoi ne pas les créer ? »

Ses employés bénéficieront d'un accompagnement spécifique, mais Eric Blanchard tient à les intégrer au cœur de la ville et de son animation : ses boutiques de proximité seront implantées à Paris et en proche banlieue, ainsi que près des centres d'affaires, comme à La Défense par exemple. « Nous en ouvrirons une par an » assure le futur patron solidaire.

P.A.

### LE MOT

## Economie sociale et solidaire

**L'**économie sociale et solidaire (ESS) est en plein développement. Le secteur, qui regroupe environ 200 000 entreprises (associations, mutuelles, coopératives) conciliant activité économique et utilité sociale, fait même l'objet d'un projet de loi qui vient tout juste d'être adopté par le Sénat — l'Assemblée nationale l'examinera après les municipales. La Banque publique d'investissement (BPI), doit y diriger quelque 500 M€ de crédits. Le gouvernement espère la création de 100 000 emplois dans ce secteur.

## Un job dating avec 100 postes à pourvoir

**P**our découvrir l'économie sociale et solidaire, une série de manifestations sont organisées dans le département. En voici une petite sélection.

■ **Clamart.** Pour mieux découvrir le jardin solidaire de l'association Espaces, où travaillent des personnes en réinsertion, une visite atelier, d'où chacun repartira avec des astuces pour entretenir ses plantes tout en respectant l'environnement.

Demain de 14 heures à 16 heures, 9, rue Danton. Renseignements au 01.55.64.13.40.

■ **Sceaux.** « L'ESS, c'est quoi ? » Pour tout savoir sur l'économie sociale et solidaire, une exposition pédagogique et en images est organisée par la mairie. A noter, samedi, une table ronde sur l'ESS avec des retours d'expériences, des témoignages...

Jusqu'à samedi à l'hôtel de ville, 122, rue Houdan, et samedi de 16 heures à 18 heures à l'ancienne mairie, 68, rue Houdan.

■ **Nanterre.** Des rencontres, des tables rondes, un job dating avec 100 postes à pourvoir : le conseil général organise son troisième Forum

de l'économie sociale et solidaire sur le thème de « L'entrepreneuriat social de demain ». Le Forum sera aussi l'occasion de dévoiler les lauréats 2013 de l'appel à projets du conseil général, qui soutiendra financièrement le lancement de leurs structures. Jeudi à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, 200, avenue de la République. Inscriptions sur [www.hauts-de-seine.net](http://www.hauts-de-seine.net). Vous pouvez consulter le programme complet sur [www.lemois-ess.org](http://www.lemois-ess.org).

P.A.

## L'université va aussi former des diplomates de la laïcité

**D**e l'économie, mais pas seulement : la faculté lance aussi un nouveau diplôme universitaire en médiation socioreligieuse, qui accueillera ses premiers étudiants en janvier. Là encore, il s'agit d'une première, et dans un domaine délicat.

Mais pour Isabelle Ullern, doyenne de la faculté de Bourg-la-Reine, il s'agit de répondre à des besoins nouveaux en matière d'accompagnement social, notamment au sein des établissements spécialisés. « Les travailleurs sociaux sont de plus en plus confrontés à des revendications religieuses, comme les lieux de prière, les restrictions alimentaires... Et à des

demandes de plus en plus souvent collectives, alors qu'ils avaient l'habitude de travailler au cas par cas ».

Pour les aider à y répondre, les futurs médiateurs vont d'abord étudier la vie et les pratiques religieuses, « pour qu'ils arrêtent d'en avoir peur ou d'être déconcertés », étudier aussi la législation de la laïcité, ses droits et obligations, mais surtout travailler sur la négociation avec des études de situation. « L'idée, c'est qu'ils comprennent les revendications religieuses, mais ne renoncent pas à créer un espace commun, du vivre-ensemble », explique la doyenne.

P.A.